
Fallait-il soutenir le FLN?

Bernard Ravenel

La guerre d'Algérie a constitué pour la conscience nationale française le traumatisme le plus brutal depuis 1945. Plus de trente ans après, évoquer l'Algérie déclenche une réaction émotive. Que dire alors du sentiment qui s'emparait des Français au moment même des "événements" lorsqu'on parlait de "ceux qui soutenaient le FLN!" J'étais de cette race de "traître à la patrie", même si je n'ai pas été porteur de valise.

J'appartiens à la "Génération Algérie", c'est-à-dire à celle qui, à travers l'UNEF et le PSU, s'est éveillée au combat politique à partir de la critique radicale de la guerre coloniale menée contre la lutte d'indépendance algérienne. La traduction politique de cet engagement était simple: soutien à l'UGEMA¹ — l'organisation des étudiants algériens liée au FLN — et au FLN lui-même qui constituait à mes yeux le légitime représentant de cette lutte.

Ce choix, je l'ai fait sans réticence, en particulier en animant la puissante section PSU des étudiants de la résidence universitaire d'Antony, haut lieu s'il en fut de la contestation de cette "sale guerre".

Par la suite, la guerre finie, j'ai gardé l'espoir de la construction, inévitablement pleine d'embûches, d'une société nouvelle, émancipatrice, en Algérie. Des camarades de ma section, tels que Claude Pierre, l'actuel représentant des Français en Algérie, sont alors partis pleins d'enthousiasme, de l'autre côté de la Méditerranée, dans l'intention d'y contribuer. Après le coup d'Etat de Boumediène en 1965, il fallut redimensionner nos espoirs et nos illusions. Mais n'était-ce pas un

passage obligé dans la difficile construction nationale d'un pays disloqué par sept ans de guerre..?

Et puis à partir de 1974, devenu responsable des relations internationales du PSU, je me trouvais confronté à la nécessité de continuer d'avoir avec le FLN — le parti-Etat — des relations politico-diplomatiques relativement privilégiées.

Trois ensembles de considérations jouaient alors en ce sens:

1 - Des raisons historiques - sentimentales: la fraternité de combat des moments difficiles ne pouvait être rompue dans les moments, certes moins exaltants, de la construction complexe d'un modèle de sortie du sous-développement, dans un environnement "impérialiste", toujours hostile...

2 - Des raisons de prestige: le PSU comme parti identifié à l'anti colonialisme et au non alignement se devait d'avoir avec le pouvoir algérien, tête de pont du soutien au Mouvement des pays non alignés et de la revendication d'un nouvel ordre économique international (NOEI), une relation spéciale et significative.²

3 - Plus globalement dans le cadre d'une arrivée de la gauche au pouvoir en France — en 1974, l'élection présidentielle s'annonçait serrée — qui pouvait modifier les rapports de force en Méditerranée³, on pouvait penser alors que l'Algérie constituerait la clé en voûte au Sud de la Méditerranée, d'une part pour l'établissement de relations différentes entre un Nord évoluant à gauche et un Sud revendiquant un NOEI, et d'autre part pour la mise en place d'une alternative à la logique bipolaire qui guidait aussi bien la politique soviétique que la politique américaine dans la région. Ainsi pourraient se réunir les conditions internationales d'une autonomie méditerranéenne permettant d'entamer au nord comme au sud un processus original socialisant exemplaire.⁴

Vingt ans après, l'effondrement du "modèle algérien" oblige à une reméditation d'ensemble ceux qui, comme moi, ont fait de l'Algérie une référence obligée, incontournable, de leur horizon politique.⁵

Alors? Ai-je été floué, aveuglé dès le départ, c'est-à-dire dès mon soutien à la lutte d'indépendance du peuple algérien? En un mot, ai-je eu tort de soutenir pendant, mais aussi après la guerre, un mouvement politique qui a certes mené l'Algérie à l'indépendance mais aussi à la faillite que l'on constate en ce moment? Ai-je commis une erreur de jeunesse? Dois-je être un repentir de l'anticolonialisme, du tiers-mondisme? Cette question m'est posée parfois sans ménagement.

Une fois perdue l'innocence politique fondée sur une conception qui simplifiait fortement les jugements et les choix, avec les bons et les mauvais identifiés une fois pour toutes, mémoire, histoire mais aussi avenir imposent de regarder les faits, d'analyser les comportements et les choses avec les instruments de la connaissance et de la réflexion dont on peut disposer à une étape donnée de son parcours dans le siècle... Trente ans après.

Vive l'indépendance de l'Algérie

Les catégories d'analyse qui me firent choisir le soutien sans réserve à la lutte algérienne pour l'indépendance sont — trop? — simples: elles tournaient autour du binôme colonial/national, ou plutôt colonialisme/nationalisme. Face au colonialisme français avec tout ce qu'il signifiait de conquête massacrate, de domination, d'oppression, d'humiliation, d'aliénation, de négation de l'Autre, s'affirmait la volonté d'un peuple, d'une nation en devenir, de plus en plus consciente d'elle-même⁶, d'exercer pleinement son droit à l'auto-détermination, à l'émancipation de toute tutelle extérieure posée d'emblée comme illégitime.

Le cas algérien n'était d'ailleurs qu'un aspect d'un vaste mouvement historique universel qui traversait le siècle et le monde: l'anticolonialisme constitué par ses luttes pratiques et par l'élaboration doctrinale qui les accompagnait. De Lénine à Gandhi, en passant par Bandoeng et Frantz Fanon...

Influencé à la fois par les idées de la Révolution française et par le marxisme, intégrant la tradition de pensée allant de Robespierre à Marx, je faisais complètement mienne l'universalité du concept de l'homme et de son droit à la libération contre l'Occident, qui tendait à exclure de cette universalité les populations "arriérées", les races non blanches⁷, etc.

Cette universalité posait impérativement la nécessité du dépassement de la domination coloniale. Telle était la base de mon "tiers-mondisme".⁸

Mais au-delà de cette convergence, heureuse, entre l'universalisme de la Révolution française et la mission historique du socialisme, s'ajoutait dans mon soutien une perspective de type socialiste, liée à une certaine philosophie de l'histoire. La démarche était relativement simple: il me paraissait évident que la constitution d'entités nationales libérées de l'empire colonial, créerait un contexte plus favorable au développement autonome du mouvement socialiste. Outre la nécessité de satisfaire les revendications nationales, la croissance des forces productives dans le cadre du marché national établirait les conditions matérielles de la conquête du pouvoir par les travailleurs de la campagne et de la ville...

Dans ce cadre politique et théorique, la lutte de libération nationale représentait une sorte de prémisse nécessaire au développement des forces productives et à la conquête des droits politiques pour l'ensemble de la société et en dernière analyse, une sorte d'antichambre du socialisme.

Telles ont été dans une sorte de savoir implicite, c'est-à-dire peu

élucidé, peu argumenté ou débattu, les motivations de fond de mon soutien à la lutte algérienne.

Que les résultats escomptés, espérés, rêvés, n'aient pas été à la hauteur des attentes une fois l'indépendance politique conquise et acquise, n'enlève rien, à mon sens, à la validité initiale de mon choix. Avant d'être théorique, ce choix était d'ordre éthique, en faveur des victimes, des humiliés, des "damnés de la terre" qui se battaient pour la dignité, pour les droits les plus élémentaires qui leur étaient déniés par une France qui reniait ainsi son propre héritage.

En fait une approche critique dépassionnée de cette expérience marquante — qui fut aussi, à bien des égards, une rupture à l'intérieur de mon environnement social et familial — me conduit à un approfondissement des raisons de mon engagement plutôt qu'à une révision.

J'ai progressivement pris conscience que les motifs de mon soutien avaient un sens qui allait bien au-delà de l'épisode particulier qu'a représenté cette guerre qui a traumatisé toute une génération en France — la mienne. La raison de fond du soutien était la nécessité de permettre aux Algériens de maîtriser leur propre histoire, d'être acteurs à part entière de leur destin (au lieu d'être des "Français à part entière" comme on faisait semblant de leur proposer pendant la guerre!)

Si malaise il y a, si doute il y a, ils résident dans l'illusion lyrique, accompagnée d'une perception superficielle des phénomènes historiques en œuvre, qui empêchait de mesurer la complexité concrète des problèmes posés par le mouvement des sociétés colonisées et par le fonctionnement du système capitaliste mondial. Ce mouvement de décolonisation, avec sa pluralité d'acteurs, était loin du processus univoque tel qu'on se le représentait. D'où, dans notre conscience, un certain nombre d'illusions et de limites qu'il faut mettre à jour pour comprendre — et ne plus refaire — les erreurs lourdes commises une fois l'indépendance obtenue et qui, du même coup, obligent à une révision autocritique d'un certain soutien politique au pouvoir FLN établi en Algérie.

La première illusion dans laquelle je suis tombé consistait en la croyance en une continuité substantielle, linéaire, entre fin de l'exploitation coloniale, accession à l'indépendance politique et émancipation sociale et politique de la société algérienne dans la dynamique de la mobilisation de masse contre la colonisation. Ce refus de prendre en compte le caractère composite du FLN, lié à la stratification sociale de l'Algérie, a entretenu le mythe du mouvement homogène, et bientôt du "parti de tout le peuple" tel que s'est présenté le FLN pour masquer l'existence de contradictions bien réelles d'intérêts qui devaient être affrontées sur un mode politique et non de manière militaro-administrative.

Cette illusion a été entretenue par les limites de la philosophie de

l'histoire précédemment évoquée (croyance dans le caractère automatiquement positif du développement des forces productives, analyse trop réductrice du rapport entre travail productif, socialisation et conscience sociale dans une société et une économie conditionnées par la ruralité, absence d'analyse sérieuse sur le rôle et la nature de l'État dans la transition, etc.)

A cette insuffisance sociologique et théorique s'ajoutait une méconnaissance profonde de la subjectivité des masses algériennes dans leur lutte de libération.

En outre, il faudrait aussi mieux mesurer les difficultés pendant la lutte de libération nationale, d'identifier d'abord et d'appuyer ensuite les composantes sociales et politiques les plus susceptibles d'être les acteurs d'une transition démocratique au socialisme telle que nous pouvions le souhaiter. La difficulté était d'autant plus grande que le FLN se présentait d'emblée comme représentant en premier lieu de ces couches populaires les plus intéressées à une révolution socialiste. De plus, le FLN évoquait longuement le socialisme comme objectif final de son projet de libération nationale. Mais sa volonté d'empêcher une dialectique politique interne ne permettait pas l'émergence d'interlocuteurs spécifiques. En même temps l'urgence et la dureté — extrême — du combat quotidien rendaient quasi impossible toute distinction politique publique qui risquait de prendre immédiatement l'allure d'une dissidence et bientôt d'une trahison... Le stalinisme n'était pas loin...

C'est ainsi que nous est passé totalement inaperçue dans sa signification politique décisive la portée du rôle de Ramdane Abbane et de son assassinat. Le congrès de la Soumamm en août 1956 nous était apparu d'abord comme un formidable défi face à la puissance coloniale ou comme une démonstration de la capacité organisationnelle programmatique et politique du FLN. En réalité, comme le démontre Mohamed Harbi, la "question fondamentale" que posait ce congrès était la suivante: "*Le congrès a-t-il réussi, comme le voulait Abbane, à affirmer la primauté de l'action politique sur la fonction militaire? Sur ce point, la réponse est négative...*"⁹

Désormais, l'itinéraire et la fin dramatique d'Abbane représentent et symbolisent cette involution du FLN-ALN: "Le fusil commande au politique". Les seigneurs de la guerre dont Krim Belkacem est le n° 1, dirigent l'insurrection en fonction seulement d'une pure lutte de pouvoir.¹⁰

C'est dans ce contexte que se situent les questions posées par le terrorisme et la lutte armée.

La question du terrorisme et de la lutte armée

Pourquoi alors n'a-t-on de fait rien dit sur le terrorisme urbain — et rural — pratiqué par le FLN, une pratique de lutte en contradiction flagrante avec les principes du mouvement socialiste qui condamne sans ambiguïté le terrorisme aveugle visant expressément des civils innocents?

En fait, ce thème a été abordé, sinon débattu, pour être vite évacué, *refoulé*. Pourquoi? D'une part parce qu'il était présenté comme une réponse, comme une "contre-violence" à la violence terroriste des Français que ce soit celle de l'Etat avec ses forces de répression ou celle déclenchée par une partie de la population européenne.¹¹

D'autre part, mettre publiquement en cause les formes de lutte du mouvement que l'on soutenait risquait, à nos yeux, d'affaiblir les liens de solidarité et de confiance établis avec la communauté algérienne soumise à une terrible pression policière en France, et militaire en Algérie. Une troisième voie, articulant soutien au FLN et critique des moyens utilisés, paraissait ingérable et risquait d'être politiquement contre-productive. Il n'en reste pas moins que le PSU a joué un rôle à travers ses contacts avec la Fédération de France du FLN pour que celui-ci renonce à l'idée — sérieusement envisagée — d'une pratique terroriste en France métropolitaine, incluant même des attentats dans le métro.¹²

Ce débat politique sur le terrorisme a certes eu lieu, mais réservé aux instances dirigeantes des organisations intéressées.

Et puis, il y avait un autre terrorisme qui posait un problème encore plus aigu: celui qui opposait le MNA et le FLN, sur le territoire algérien et en France.

Le drame de Melouza en juin 1957 — le massacre par le FLN d'environ 300 Algériens accusés d'être liés au MNA — a incontestablement troublé nos rangs car elle donnait l'image d'une guerre civile fratricide auto-destructrice, ce qui était tout bénéfique pour notre ennemi commun, le colonialisme. La guerre des cafés algériens en France avait la même signification.

Mais là aussi beaucoup de facteurs jouent en faveur d'un soutien objectif, acritique, au FLN: d'une part, méfiance systématique à l'égard de la presse française considérée comme pro-coloniale lorsqu'elle évoquait cette question, mais d'autre part information toute aussi unilatérale mais issue du FLN notre allié, d'où une dénonciation — à vrai dire assez discrète et gênée — de la complicité (réelle ou attribuée) des messalistes avec les autorités françaises et donc, nécessité admise de l'élimination du MNA au nom de l'efficacité qu'est supposée garantir l'unité organisationnelle du mouvement de libération. Notre conscience

anticolonialiste se voulait à la fois fonctionnelle aux nécessités du combat et justificatrice, c'est-à-dire tendant à justifier l'ensemble des méthodes utilisées.

C'est ainsi que d'une manière plus globale se posait la question-clé de la justification de la lutte armée dont le terrorisme semblait une composante secondaire et d'une certaine mesure imposée par l'extrême violence coloniale.

La lutte armée — celle qui opposait les moudjahidine à l'armée française — nous paraissait parfaitement légitime, dans la mesure où il était flagrant qu'elle était "l'ultime recours", face à un pouvoir colonial qui avait fermé toutes les issues politiques pacifiques. Le truquage systématique des élections — les célèbres élections "Naegelen" — c'est-à-dire le refus délibéré des autorités françaises de laisser libre l'expression politico-électorale du mouvement de libération représentait une forme de violence politique extrême et ne laissait au peuple algérien — comme au peuple sud-africain — qu'une seule issue: la contre violence armée.

Mais de cette justification de l'inévitabilité et de la légitimité de la lutte armée, on est passé un peu vite à une exaltation acritique. La lutte armée était considérée comme la forme supérieure, *suprême*, d'une décolonisation sans compromis ni compromission, la seule capable d'extirper, d'éradiquer toutes les formes de la violence coloniale sédimentées depuis plus d'un siècle.

En même temps, on entretenait l'espoir que liquidant ainsi toutes les racines de l'aliénation coloniale, l'effet cathartique de la libération nationale armée créerait une fois l'indépendance obtenue, les conditions de la construction d'une société solidaire, égalitaire et tendanciellement démocratique. Croyance mythique en une société purifiée par le départ du colonisateur et de ce fait réconciliée avec elle-même.

Bien vite, l'effet cathartique s'est épuisé dans une société algérienne certes mobilisée et motivée. Les conséquences concrètes de la guerre — pertes humaines considérables, destructions matérielles, déchirures du tissu social — ont lourdement pesé sur l'avenir de la société et de l'Etat post-colonial à construire.

L'urgence de la reconstruction, la nécessité de mettre en place une infrastructure administrative minimale en lieu et place de l'administration coloniale, la nécessité de la construction d'un Etat centralisé ont vite reporté *sine die* toute dynamique démocratique ou plus exactement ont été présentées par le parti-armée tirant sa légitimité de la lutte victorieuse comme des "contraintes provisoires"...

Attribuant au seul colonialisme les causes de la pauvreté et du retard économique, les dirigeants du Front ont fait admettre la nécessité d'un Etat fort accoucheur d'une nation qui risque d'être déchirée par des conflits intertribaux ou régionalistes, manipulables par l'ancienne puissance coloniale.

Plus profondément la militarisation du régime, expropriant la société de toute capacité d'intervention politique, a bloqué le débat sur le mode de gestion de la société algérienne post-coloniale. Aussi n'ont pu être affrontés ni discutés les problèmes posés par le modèle de développement à mettre en place dans un environnement géo-économique et géo-politique dominé par l'Occident capitaliste. La libre confrontation sur la possibilité ou non de concilier l'idéologie socialiste officielle avec les traditions et originalités de la société algérienne d'un côté et avec l'ordre économique et stratégique mondial n'a pu avoir lieu. Conséquence de ce comportement despotique et technocratique, l'Etat militarisé, initiateur et moteur du développement a interdit à la société civile d'en être l'actrice. "Si bien que le développement est d'abord développement du contrôle de l'Etat sur la société", comme le dit très justement Paul Vieille.¹³

Ainsi le pouvoir s'est trouvé confisqué par une couche militaire dirigeante, bientôt transformée en caste et qui, à travers les rivalités fractionnelles internes n'excluant pas les ruptures institutionnelles (coup d'Etat en 1965) a réussi à s'autoperpétuer pendant trente ans sans aucun contre-poids démocratique. Du même coup il porte toute la responsabilité de l'échec de la construction du modèle algérien de développement: la crise économique est immédiatement une crise de légitimité de l'Etat et de son "dernier rempart", l'armée.

De cette impasse dramatique dans laquelle se trouvent aujourd'hui les forces démocratiques algériennes, les forces démocratiques françaises portent aussi une responsabilité qu'il nous faut tenter d'éclairer.

Ainsi notre soutien au FLN a confondu deux notions: d'un côté le soutien politique, sacro-saint, à la revendication d'indépendance, de l'autre, le soutien politico-moral quasi inconditionnel à *toutes* les formes de lutte et de gestion politique employées par le mouvement de libération.

Il aurait été nécessaire que, dans le camp des forces du soutien au peuple algérien, puisse s'affirmer un espace politique critique à l'égard du FLN.¹⁴ Au lieu d'affaiblir, comme on le craignait sincèrement, le soutien de l'opinion française au mouvement, on peut penser que la prise en compte forte, explicite, d'un certain nombre d'inquiétudes et d'interrogations légitimes exprimées par une partie de l'opinion française à propos des méthodes de lutte, aurait élargi — et non restreint — le mouvement politique de soutien en France à l'objectif de l'indépendance. D'autre part, il aurait permis à un certain nombre de militants nationalistes algériens de trouver un point d'appui politique solide pour leurs inquiétudes et critiques quant à la conduite de leur mouvement de libération. Au lieu de considérer l'unité organisationnelle et politique du mouvement comme une valeur en soi, il fallait s'interroger sur le caractère fictif et sur les risques de l'uniformité politique qui, en dernière analyse, a servi à la couche dirigeante à délégitimer toute

divergence politique et *a fortiori* tout débat public.

Or l'existence de cet espace politique critique aurait permis à la société algérienne de débattre et de penser son accès à la modernité dans toutes ses dimensions économiques¹⁵, politiques et culturelles. En particulier l'échec du "développement" actuel et la réaction socio-culturelle qu'il provoque devrait nous conduire à examiner sérieusement la *catastrophe culturelle* qu'ont représenté pour la société algérienne successivement la colonisation mais aussi ce que Serge Latouche appelle "la raison économique d'Etat" avancée par l'élite algérienne au pouvoir depuis 1962. La désintégration de l'environnement culturel de la société par la colonisation, suivie de la volonté des nouvelles équipes dirigeantes de centrer toute leur action, en liaison étroite avec l'aide occidentale, française en particulier, sur le développement autour du credo économiste et industrialiste liquidant ou méprisant toutes les institutions ou médiations sociales de la paysannerie en particulier est un facteur qui a été complètement sous-estimé. On le constate aujourd'hui.

La faillite du modèle algérien plonge ainsi un pays non préparé par une culture démocratique à affronter l'avenir. Le retour sur soi, sur ses propres racines paraît un chemin obligé pour se reconstruire. En même temps, la modernité politique (l'universalisme des droits) et le refus de la modernité occidentale imposée nécessitent de repenser la démocratie, son contenu et ses formes.

Anti-tiers-mondisme et recolonisation de l'Algérie

La faillite globale du modèle algérien a apporté de l'eau au moulin de ceux qui ont dénoncé le tiers-mondisme entendu d'abord comme solidarité politique active apportée par des forces progressistes du monde occidental aux peuples du Tiers-Monde mais aussi comme *projet politique* visant à une modification profonde du rapport Nord-Sud avec toutes ses conséquences pour le Sud mais aussi pour le Nord.

Le "désenchantement" de la conscience occidentale vis-à-vis du Tiers-Monde, mais aussi l'absence ou l'insuffisance de vigilance critique des tiers-mondistes eux-mêmes, ont ainsi ouvert un espace à une offensive anti-tiers-mondiste dont il faut mesurer les tenants et aboutissants pour l'Algérie d'aujourd'hui. En effet, la crise de l'Algérie porteuse d'un modèle inspiré du système soviétique, étatique et industrialiste, approfondit la crise des certitudes du passé en mettant radicalement et définitivement en cause la capacité du "socialisme réel" à trouver une solution au sous-développement.

A partir d'une critique parfois pertinente du tiers-mondisme spontané et peu élaboré d'une partie consistante du mouvement anticolonialiste en

Europe et en mettant justement en relief les responsabilités des "élites" dirigeantes du Tiers-Monde dans la situation faite à leurs pays, les adversaires du tiers-mondisme jettent un vrai défi: faut-il remettre en cause le processus de décolonisation politique?

Ceux qui ont soutenu le mouvement de décolonisation doivent s'interroger sur la part d'illusions qu'ils ont entretenues et qui provient de la surévaluation de la subjectivité révolutionnaire des fronts anticolonialistes et de la surestimation de la capacité des couches dirigeantes du Tiers-Monde à procéder à une réelle décolonisation économique.

Mais en même temps, et c'est la divergence essentielle avec leurs adversaires, les tiers-mondistes sont amenés à approfondir l'analyse des responsabilités du Nord dans les retards structurels des pays du sud en mettant en relief la relativité de la discontinuité entre colonisation et décolonisation, à travers le maintien ou la réarticulation de rapports de subordination économique, technologique et financière.

La critique anti-tiers-mondiste amène ainsi à reposer les questions tabous: dans quelle mesure le processus de décolonisation politique a-t-il été un processus *réel* et non seulement *formel*, dans quelle mesure l'indépendance politique a-t-elle masqué le maintien d'une dépendance fondamentale?

Mais poser cette question n'est pas remettre en cause l'anticolonialisme, c'est au contraire mesurer plus lucidement les limites de la décolonisation du fait même de la prégnance des mécanismes de l'économie mondiale.

Du même coup apparaît comme fausse et mystificatrice l'assertion selon laquelle les seules réformes possibles dans le Tiers-Monde sont celles que doivent mener les couches dirigeantes des pays en voie de développement. C'est entretenir l'illusion de l'autonomie de ces couches vis-à-vis de l'ordre économique international où l'interdépendance asymétrique est toujours plus contraignante.¹⁶

C'est surtout dégager l'Occident — et par conséquent le marché mondial dominé par les grandes puissances — de toute responsabilité dans les distorsions et déséquilibres des pays de la périphérie, dans la faillite même d'une grande partie du Tiers-Monde.

Toute cette construction idéologique, déjà ancienne, suivie d'une certaine présentation des images de la pauvreté, des manifestations d'intolérance (comme celles des fondamentalistes musulmans), de la répression, de l'instabilité, de la guerre — et même des catastrophes naturelles! — dans le Tiers-Monde a provoqué dans l'opinion publique occidentale une sorte de rejet apeuré et un phénomène complexe de refoulement. Ainsi est bouclée une pseudo démonstration de l'impéritie fondamentale des colonisés et, par ricochet, de l'inanité des espérances et des illusions d'hier de ceux qui les ont soutenus dans leur aspiration à l'émancipation.

Cet anti-tiers-mondisme, forme spécifique du révisionnisme des années 80, s'alimentant des faiblesses et des impasses d'un certain tiers-mondisme, et attribuant l'essentiel des responsabilités de l'échec du développement aux "élites" du Tiers-Monde visait à l'autoabsolution de l'Occident.

En arrière-fond de cette idéologie se retrouve une représentation ethnocentriste et raciste des processus historiques, en particulier face au monde arabo-musulman dont les soubresauts révolutionnaires face à l'Occident sont immédiatement diabolisés depuis Mossadegh jusqu'aux mouvements islamistes actuels. Rappelons-nous comment on a présenté Nasser en 1956 et Saddam Hussein en 1990. Avec ces peuples, aucune communication n'est réellement possible.

On mesure alors combien cette offensive peut peser sur les relations entre la France et l'Algérie. A partir du moment où l'on a convaincu les sociétés occidentales de leur non-responsabilité face à la situation du Tiers-Monde, du même coup il n'y a plus matière à se réinterroger, par exemple, sur le rôle de la France avant, pendant et après la guerre d'Algérie. Il faut donc en finir avec le "syndrome algérien" c'est-à-dire avec ce sentiment de culpabilité diffuse qui pourrait légitimer un regard plus compréhensif à l'égard de la tragédie que traverse l'Algérie aujourd'hui.¹⁷ Le "sanglot du Français" doit disparaître.

En réalité la France n'a pas encore pardonné à l'Algérie ni son indépendance ni sa revendication d'un NOEI. La faillite de l'Algérie indépendante apparaît plutôt comme une sorte de revanche posthume du colonialisme. L'Algérie est redevenue un pays sans histoire, elle ne peut donc que s'en prendre à elle-même pour affronter les drames; elle doit rester seule à régler ses problèmes.

Plutôt que d'entamer une réflexion géo-politique d'ensemble sur l'avenir de la Méditerranée, qui lui démontrerait la nécessité et l'intérêt d'établir avec l'Algérie — et le Maghreb — des rapports complètement redéfinis en y facilitant d'abord la marche vers un processus démocratique indispensable à la réconciliation entre société, culture, et économie, la France telle qu'elle est aujourd'hui, ne voit pour l'Algérie qu'un seul objectif: maintenir avec n'importe quel interlocuteur — despotique ou non, islamiste ou non — des rapports garantissant ses intérêts "nationaux" immédiats — intérêts économiques et énergétiques — soit par la négociation soit par la force ou par un usage combiné des deux.

Le résultat de cette perception qui ne considère la Méditerranée que comme une zone d'intérêt stratégique parce que s'y trouvent les matières premières nécessaires à l'économie des pays industrialisés ne peut que déboucher sur ce qu'on pourrait appeler une dynamique de recolonisation.

En effet, — l'anti-tiers-mondisme ajoute alors ses effets pervers à l'effondrement du communisme — pour la France comme pour

l'Occident en général, maintenant que le grand ennemi à l'Est a été défait, il n'y a plus en dehors de l'Occident que des "inférieurs" à traiter, s'ils refusent les lois du marché, avec la méthode de la dissuasion ou de la violence militaire¹⁸ — la guerre du Golfe est passée par là — ou, à tout le moins, à travers par exemple les mécanismes de l'endettement, à mettre sous tutelle parce qu'incapables de se gérer eux-mêmes. Telle est, en dernière analyse, la signification de l'expédition américano-onusienne en Somalie.

Telle est la logique de recolonisation inhérente à la mondialisation actuelle et à son processus d'exclusion de masse qui l'accompagne.

Aujourd'hui, cette logique — qui s'articule aussi sur la pression américaine qui entend bien profiter de la situation pour éventuellement remplacer la France en Algérie — peut pousser la France à se réembarquer dans les affaires africaines et en particulier algériennes.

Y compris dans l'espoir — et avec l'alibi — qu'on arrêterait mieux ainsi les flux d'immigrés vers l'Europe...

Cette tentation interventionniste sera d'autant plus grande que n'existent qu'à l'état embryonnaire les éléments d'une réponse d'ensemble à cette tendance. C'est là que l'on peut mesurer les conséquences dramatiques de la faiblesse politique et théorique de la gauche française face à l'Algérie. L'absence d'une perspective valide, alternative à la logique de fuite en avant, dévoile l'incapacité de l'Occident à se remettre en question.

Or, c'est au moment où l'Occident s'est le plus mondialisé qu'il apparaît le plus fragile. Réduit à une pure technique économique, il exclut de son développement, la majorité du monde et vide de l'intérieur toute culture autre sans la remplacer par quelque élément producteur de sens: le résultat est là, emblématique, en Algérie. Mais la faillite du modèle algérien nous éclaire sur notre propre modèle dans la mesure où ce qui est extrême en Algérie y est à l'œuvre en France: exclusion, misère, crise et violences urbaines, intolérance et racisme, détériorations écologiques, replis identitaires, etc. D'où la nécessité d'une réflexion commune entre les deux rives. A la stratégie mondiale de l'Occident ne pourra répondre qu'une autre stratégie mondiale "anti-occidentale": celle des victimes, dont l'essentiel se trouve dans les villes de la "périphérie" mais aussi, pour partie, dans les banlieues du "centre". Avec quel projet universel de modernité?

Ainsi pour répondre à la question initiale, le soutien au FLN était légitime lorsque celui-ci représentait une société aspirant à l'émancipation, il ne l'était plus lorsque le parti FLN a empêché la société de s'exprimer sur son avenir (quel développement?). Cette leçon trace la voie d'une future confluence entre les sociétés des deux rives.

Bernard Ravenel

¹ Union Générale des Etudiants Musulmans d'Algérie.

² On posera aussi la question de l'intérêt matériel que pouvait représenter pour le PSU son rapport étroit avec le parti FLN. Cette question a, certes, été une préoccupation d'une partie de l'appareil dirigeant du PSU. De ce point de vue, la tentative la plus importante a été un montage d'échanges de "touristes politiques" effectué par l'équipe de Michel Rocard et je crois pouvoir dire que le rendement financier de cette opération a été très limité.

³ A cette époque ne l'oublions pas, c'était la révolution des œillets au Portugal, la fin du franquisme en Espagne, l'effondrement du régime des colonels en Grèce, la reconnaissance de l'OLP par l'ensemble du monde arabe à Rabat, sans oublier la création du Front Polisario en 1973.

⁴ J'ai présenté une analyse détaillée de toute cette problématique dans mon livre *Méditerranée le Nord contre le Sud?* L'Harmattan (1990) pp 52-62.

⁵ Même si dans l'exercice de mes fonctions au PSU j'avais, à l'époque, exprimé réserves et questions sur le régime algérien. Lire l'avant-propos de mon livre cité pp 11-12.

⁶ Ce furent les écrits de Mostefa Lacheraf qui, à l'époque, me convainquirent de la réalité de la nation algérienne.

⁷ Comment oublier, à un moment où Mandela est élu Président de l'Afrique du Sud et où Yqsser Arafat se prépare à retourner en Palestine, que l'Europe a durablement accepté un ordre mondial qui de fait et presque de droit (il suffit de penser à l'Afrique du Sud et à la Palestine) reconnaissent l'existence de nations ou de populations "inférieures"?

⁸ La déclaration d'indépendance du Vietnam exprimée en 1945 par Ho Chi Minh se référait à la déclaration américaine de 1776 et à la déclaration des droits de l'homme de 1789.

⁹ Mohamed Harbi "Le FLN. Mirage et réalité", *NAQD*, ENAL 1993 p. 175. Voir aussi "l'Algérie et son destin; croyants ou citoyens", *L'Arcantère* pp 119-128.

¹⁰ De la même manière mais dans un autre angle, le refus au congrès de la Soummam d'attribuer toute responsabilité politique aux femmes ne nous avait posé aucun problème, c'est tout juste si on s'en est aperçu! Toute la guerre nous paraissait un exercice "réservé" aux hommes...

¹¹ Sur la question des responsabilités de la violence voir le livre de Gilles Manceron et Hassan Remaoum *D'une rive à l'autre, la guerre d'Algérie de la mémoire à l'histoire*, Syros 1993. Lire en particulier les chapitres 7 à 9.

¹² Francis Jeanson d'un côté — voir son livre *Notre guerre* qui fut saisi par la police, (Editions de Minuit) — Claude Bourdet de l'autre, à travers *France-Observateur* sont intervenus dans le même sens.

¹³ Paul Vieille "Du transnational au politique-monde?" *Peuples méditerranéens* n° 35.36 6 avril-septembre 1986, p. 319.

¹⁴ Un hommage particulier doit être rendu ici à la revue "Socialisme ou Barbarie" et à Jean François Lyotard, dont les 12 articles écrits en 1956 et 1963 sur la question algérienne sont une démonstration de la possibilité théorique-politique de cette démarche. Ces 12 articles ont été réunis dans un livre *La guerre des Algériens*, Galilée 1989.

¹⁵ Une réflexion libérée aurait peut-être permis aussi de mesurer plus lucidement la capacité de l'Algérie nouvelle à mobiliser substantiellement par elle-même les mécanismes économiques, idéologiques et stratégiques qui caractérisent le système capitaliste mondial.

¹⁶ Le mérite de la critique du tiers-mondisme est de s'attaquer à la mauvaise conscience de "l'homme blanc" et aux répercussions que produisait cette mauvaise conscience et la bonne volonté aveugle qui en découlait: l'impérialisme, voire le colonialisme, d'hier comme deus ex machina de tous les problèmes actuels du Tiers-Monde. Mais la bonne conscience par laquelle la mauvaise est remplacée, retourne elle-même à des représentations tout aussi naïves (celles de l'idéologie de l'Etat-nation autonome et souverain), ignore tout aussi superbement le monde contemporain et n'est pas capable de déboucher sur une stratégie concrète du développement du Tiers-Monde. Une telle stratégie est d'ailleurs hors de son propos puisqu'elle conseille, en somme, à chacun des pays du Tiers-Monde, de se débrouiller lui-même, le développement ne dépendant que de ses propres choix; c'est justement en affirmant l'autonomie et la souveraineté de l'Etat périphérique, que l'anti-tiers-mondisme dévoile sa collusion avec le Transnational. C. Vieille, o. p. cit. p. 321.

¹⁷ Cf "Cicatriser l'Algérie" - Entretien avec Benjamin Stora dans "Oublier nos crimes. L'amnésie nationale: une spécificité française?" *Autrement* n° 144, avril 1994.

¹⁸ Certains milieux politico-militaires influents en France hésitent de moins en moins à présenter l'Algérie comme l'ennemi potentiel principal: ne dispose-t-elle pas d'un réacteur nucléaire à des fins militaires comme l'Irak? Ne dispose-t-elle pas de Scuds prêts à être lancés sur Marseille? D'où la nécessité de disposer de missiles anti-missiles et d'une volonté offensive violente de représailles... Aujourd'hui, on envisage sérieusement l'hypothèse d'une intervention "indirecte" à travers la demande d'un gouvernement ami — la Tunisie — qui s'estimerait menacé en cas de prise du pouvoir des islamistes en Algérie.